

African Rhino Specialist Group report

Rapport du Groupe de Spécialistes du Rhinocéros d'Afrique

Mike Knight, Chair

Park Planning & Development, South African National Parks, PO Box 76693, Nelson Mandela Metropolitan University, Port Elizabeth, South Africa 6013; email: m.knight@nmmu.ac.za.

Poaching continues at an alarming rate

Poaching continues to be a serious problem. In the last issue of *Pachyderm* I reported that in South Africa, which has been suffering the highest absolute levels of poaching, there had been signs that poaching levels could be levelling off with an average 1.16 rhinos/day recorded as poached up to 14 May 2011 (slightly below the peak recorded level of 1.21 rhinos/day over the last four months of 2010). This was encouraging because, if the rapid escalation in the rate of poaching that had taken place from 2007–2010 had continued, then in only a couple of years the number of rhinos in South Africa would start to decline, thereby reversing the successes achieved over the last few decades. I can report that from July to September 2011 the recorded number of poaching incidents in South Africa continued at a similar rate, averaging 1.14 rhinos/day over this period, but that the rate increased to 1.48 rhinos/day in the last quarter—a similar trend was noted in 2010. The average rate for 2011 of 1.23/day remains similar to that reported in the last four months of 2010. The hope is that there is a similar drop in the rate of poaching in the first half of 2012 and that the expected end-of-year spike can be specifically addressed. The loss of 448 rhinos in 2011 (up on 333 in 2010) represents 2.03% of the black and white rhino population in South Africa at the start of the year. These levels are unacceptably high and may soon negate the current population growth rates. Figures provided by Kenya at the Coalition Against Wildlife Trafficking (CAWT) meeting also indicated that poaching there was occurring at a similar but slightly higher level compared to last year where 22 rhinos were poached. A total of 26 black and white rhinos—approximately 2.6%

Le braconnage se poursuit à un rythme alarmant.

Le braconnage continue à être un problème sérieux. Dans le dernier numéro du *Pachyderme* j'ai signalé le fait qu'en Afrique du Sud, qui souffre du plus haut niveau absolu de braconnage, il y avait des signes que les niveaux de braconnage pourraient se stabiliser à une moyenne de 1,16 rhinocéros/jour enregistrés comme braconnés jusqu'au 14 mai 2011 (légèrement en dessous du niveau maximum enregistré de 1,21 rhinocéros/jour au cours des quatre derniers mois de 2010). Cela est encourageant car, si la hausse rapide du taux de braconnage observée entre 2007 et 2010 avait continué, alors dans quelques années, le nombre de rhinocéros en Afrique du Sud aurait commencé à diminuer, inversant ainsi les succès enregistrés au cours des dernières décennies. Je peux dire qu'entre juillet et septembre 2011, le nombre d'incidents de braconnage enregistrés en Afrique du Sud a continué à un rythme similaire, avec une moyenne de 1,14 rhinocéros/jour pendant cette période mais que le taux a augmenté à 1,48 rhinocéros/jour au cours du dernier trimestre – une tendance similaire avait été notée en 2010. Le taux moyen pour 2011 de 1,23/jour reste similaire à celui rapporté au cours des quatre derniers mois de 2010. Il est à espérer que l'on verra une diminution similaire au cours de la première moitié de 2012 et que l'on pourra contrer de manière spécifique le pic attendu à la fin de l'année. La perte de 448 rhinocéros en 2011, (une hausse par rapport à 333 en 2010) représente 2,03% de la population de rhinocéros noirs et blancs en Afrique du Sud au début de l'année. Ces niveaux sont trop élevés et pourraient bientôt annuler les taux de croissance démographique actuels. Les chiffres fournis par le Kenya à la réunion de la Coalition contre le Trafic des Espèces Sauvages ont également indiqué que le braconnage se poursuivait là à un niveau similaire, mais légèrement plus élevé par rapport à l'année dernière où 22 rhinocéros avaient été braconnés. Un total de 26 rhinocéros noirs et blancs, soit

of Kenya's rhino population—had succumbed to illegal killing as of November 2011. These levels are of great concern given the negative impact it has on annual growth rates and on resources for protection. More so, the poaching threat has compelled Kenya to shut down an 'Important 1' population, the Mugie Rhino Sanctuary, by relocating all of these rhinos to safer areas. Some of the relocated rhinos have been used to start a new rhino sanctuary in Ruma National Park. Relative poaching (poaching losses as a proportion of rhino numbers) continues to be most severe in Zimbabwe with current numbers now lower than they were in 2007 as a result of unsustainably high past poaching levels. Relative poaching levels in Zimbabwe would not have to increase much before national rhino numbers would start to decline once more.

CITES 61st Standing Committee Meeting

The 61st meeting of the CITES Standing Committee (SC) was held 15–19 August 2011 in Geneva, Switzerland. The AfRSG produced a four-page update, which was printed by IUCN, to inform the delegates attending the meeting on the status and trends of the African rhino population. This document can be accessed on the AfRSG web page at <http://www.cites.org/eng/com/sc/61/E61-24.pdf>.

The Secretariat tabled its rhino document and in plenary provided an oral update on its missions to Mozambique, South Africa and Zimbabwe as well as describing the seminars it held and the training undertaken. It also announced that it was preparing a video with external funding on the poaching of and illegal trade in rhinos in collaboration with United Nations Television (UNTV). A number of Parties welcomed the work being done by the Secretariat and that of the CITES Ivory and Rhino Enforcement Task Force. Several range States described the activities they were undertaking to counter poaching and illegal trade in rhino horn, whilst some non-range States described their work in combating illegal trade. There was consensus that both poaching and illegal trade had reached serious levels and that urgent action was needed to counter these. During discussions on this item, interventions were made by the regional representatives of Africa (Botswana), Europe

environ 2,6% de la population des rhinocéros au Kenya avait succombé à l'abattage illégal jusqu'en novembre 2011. Ce sont des niveaux très inquiétants étant donné l'impact négatif qu'il y a sur les taux de croissance annuelle et sur les ressources de protection. De plus, la menace de braconnage a contraint le Kenya à fermer le Sanctuaire de Mugie ayant une population d'une « importance #1 » et à déplacer tous ses rhinocéros vers des zones plus sûres. Certains des rhinocéros relocalisés ont été utilisés pour lancer un nouveau sanctuaire de rhinocéros au Parc National de Ruma. Le braconnage relatif (les pertes dues au braconnage comme une proportion du nombre de rhinocéros) continue à être très sérieux au Zimbabwe avec les chiffres actuels aujourd'hui inférieurs à ce qu'ils étaient en 2007 en raison des niveaux excessivement élevés de braconnage passé. Si les niveaux relatifs de braconnage au Zimbabwe augmentent encore un peu, les chiffres nationaux de rhinocéros commenceront à décliner une fois de plus.

61ème Réunion du Comité Permanent de la CITES

La 61ème réunion du Comité permanent de la CITES a eu lieu du 15 au 19 août 2011 à Genève, en Suisse. Le GSRAF a produit une mise à jour de quatre pages, qui avait été imprimée par l'UICN, pour informer les délégués présents à la réunion sur la situation et les tendances de la population des rhinocéros d'Afrique. Ce document peut être consulté sur la page web du GSRAF <http://www.cites.org/eng/com/sc/61/E61-24.pdf>.

Le Secrétariat a présenté son document sur le rhinocéros et en séance plénière il a fourni une mise à jour orale sur ses missions au Mozambique, en Afrique du Sud et au Zimbabwe. Il a aussi décrit les séminaires qu'il a tenus et la formation entreprise. Il a également annoncé que, grâce à un financement externe, il préparait une vidéo sur le braconnage et le commerce illégal de rhinocéros, en collaboration avec la Télévision des Nations Unies. Plusieurs Parties se sont félicitées du travail accompli par le Secrétariat et celui du Groupe de Travail de la CITES de Mise en vigueur sur l'Ivoire et le Rhinocéros. Des Etats de l'aire de répartition ont décrit les activités qu'ils entreprenaient pour contrer le braconnage et le commerce illégal des cornes de rhinocéros, tandis que des Etats en dehors de l'aire de répartition ont expliqué ce qu'ils faisaient pour lutter contre le commerce illégal. Il y avait un consensus que le braconnage et le commerce illégal avaient atteint des niveaux graves et qu'une action urgente était nécessaire pour les combattre. Au cours des

(UK) and North America (USA), and by China, Kenya, Namibia, South Africa and Zimbabwe.

The United Kingdom (on behalf of the European Union Member States) introduced its document SC61 Doc. 45.2 and highlighted the efforts being taken by the European Union to combat illicit trade in rhino horn. It also described proposals that the SC was encouraged to adopt, particularly the establishment of a working group to consider measures to improve rhino conservation and combat poaching and illegal trade. As with the discussions concerning the Secretariat's rhino report, considerable concern was expressed over the plight of rhinos and several delegations voiced the need to work with traditional medicine associations and consumer States. There was general agreement that a multi-agency approach was needed and that Africa and Asia had to work together to safeguard rhinos.

The SC noted the document and established an inter-sessional working group (WG) consisting of China, Democratic Republic of the Congo, India, Kenya, Namibia, South Africa, Uganda, UK, USA, Zimbabwe, IUCN, Safari Club International, Species Survival Network, TRAFFIC and WWF. The group met to draft terms of reference and review the proposals in Paragraph 4 of document SC61 Doc. 45.2. Following its recommendations, the SC decided that the inter-sessional WG, chaired by the United Kingdom, would identify measures that could be taken by CITES Parties to reduce the impact of illegal trade on the conservation of rhinos and to enhance existing controls on trade in rhino horn products.

The SC instructed the working group to:

- i) take into account SC61 Docs 45.1 and 45.2, the responses to Decisions 15.71 and 15.72, and on the basis of other currently available information, work with the Secretariat to assess how trade patterns have developed since CoP15, and, taking account of illegal activities, consider the drivers for trade and measures that could be taken to prevent rhino horn entering the illegal market;
- ii) collect and assess available scientific evidence and documented evidence of traditional cultural practices and beliefs that exists relating to the medicinal properties of rhino horn, and in particular any which relates to the curative properties for cancers and strokes;

discussions sur ce point, des interventions ont été faites par les représentants régionaux d'Afrique (le Botswana), d'Europe (le Royaume-Uni) et d'Amérique du Nord (les États-Unis), et par la Chine, le Kenya, la Namibie, l'Afrique du Sud et le Zimbabwe.

Le Royaume-Uni (au nom des États membres de l'Union européenne) a présenté son document SC61 Doc. 45.2 et a souligné les efforts entrepris par l'Union européenne pour combattre le commerce illicite des cornes de rhinocéros. Il a également décrit les propositions que le Comité Permanent avait été encouragé à adopter, notamment la création d'un groupe de travail pour se pencher sur des mesures qui pourraient améliorer la conservation des rhinocéros et combattre le braconnage et le commerce illégal. Comme lors des discussions concernant le rapport du Secrétariat sur le rhinocéros, on a exprimé une grande inquiétude sur le sort des rhinocéros et plusieurs délégations ont dit qu'il faudrait travailler avec les associations de médecine traditionnelle et les États consommateurs. Le consensus général était qu'une approche de plusieurs agences était nécessaire et que l'Afrique et l'Asie devaient travailler ensemble pour préserver les rhinocéros.

Le Comité Permanent a pris note du document et il a créé un Groupe de Travail intersessionnel composé de : la Chine, la République Démocratique du Congo, l'Inde, le Kenya, la Namibie, l'Afrique du Sud, l'Ouganda, le Royaume-Uni, les États-Unis, le Zimbabwe, l'IUCN, Safari Club International, le Réseau pour la Survie des Espèces, TRAFFIC et WWF. Le groupe s'est réuni pour rédiger son mandat et examiner les propositions énoncées au paragraphe 4 du document SC61 Doc. 45.2. Suite à ses recommandations, le Comité Permanent a décidé que le Groupe de Travail Intersessionnel, présidé par le Royaume-Uni, identifierait les mesures que les Parties à la CITES pourraient prendre afin de réduire l'impact du commerce illicite sur la conservation des rhinocéros et d'améliorer les contrôles existants sur le commerce des produits issus des cornes de rhinocéros.

Le Comité Permanent a chargé le Groupe de travail de:

- i) Tenir compte des documents SC61 Doc 45.1 et 45.2 et des réponses aux décisions 15.71 et 15.72, et sur la base des informations actuellement disponibles, travailler avec le Secrétariat afin d'évaluer comment les modèles commerciaux se sont développés depuis la CdP15, et, en tenant compte des activités illégales, examiner les moteurs de ce commerce et les mesures qu'on pourrait prendre pour empêcher l'entrée de la corne de rhinocéros sur le marché illégal ;
- ii) Recueillir et évaluer les preuves scientifiques dis-

- iii) work inter-sessionally, and by electronic means as necessary, to identify urgent, short- and longer-term measures that can be taken by CITES Parties to reduce the illegal trade in rhinos, their parts and derivatives, and to enhance existing controls on trade in rhino horn products and live rhinos to ensure the long-term conservation of the species;
- iv) allocate tasks to its members to assess specific measures that may reduce the impact of illegal trade and enhance existing controls; and
- v) report at SC62 with a view to developing recommendations for consideration at CoP16.

The SC also urged Parties to urgently introduce precautionary measures to control the trade in rhino horn and live rhinos.

In discussion the attention of the WG was also drawn towards the existing mandated reporting to the CITES Secretariat by IUCN's Rhino Specialist Groups and TRAFFIC and the need to ensure efforts were not duplicated.

Development and revision of National Rhino Management Plans

A number of range States continue to make progress with the revision of their national plans.

Following the stakeholders workshop held in Harare earlier in the year, a draft revised national rhino plan for Zimbabwe was drawn up and circulated for comment. Responses received were then incorporated into a revised version of the plan that was submitted to senior management of the Zimbabwe Parks and Wildlife Management Authority.

Kenya has also held a workshop to both review progress in implementing its previous five-year management plan and to develop an updated plan for the next five years. A draft plan has been produced and is currently undergoing internal review in readiness for ratification and adoption in January 2012.

The South African black rhino biodiversity management plan, under the national environmental management and Biodiversity Act (NEMBA), has been finalised following a public comment phase. It is hoped that this plan will shortly be formally signed by the Minister.

ponibles et les preuves documentées des pratiques culturelles traditionnelles et les croyances qui existent concernant les propriétés médicinales de la corne de rhinocéros, et surtout celles qui se rapportent aux propriétés curatives des cancers et des congestions cérébrales ;

- iii) Travailler de façon intersessionnelle, et le cas échéant par voie électronique, pour identifier les mesures urgentes à court terme et à long terme qui pourraient être prises par les Parties à la CITES afin de réduire le commerce illégal des rhinocéros, leurs parties et leurs dérivés, et d'améliorer les contrôles existants sur le commerce des produits issus des cornes de rhinocéros et des rhinocéros vivants pour assurer la conservation à long terme de l'espèce ;
- iv) Répartir les tâches à ses membres pour évaluer les mesures spécifiques qui peuvent réduire l'impact du commerce illicite et renforcer les contrôles existants ; et
- v) Faire rapport au SC62 en vue d'élaborer des recommandations à être examinées à la CdP16.

Le Comité Permanent a également exhorté les Parties à introduire urgemment des mesures de précaution pour réglementer le commerce des cornes de rhinocéros et des rhinocéros vivants.

Lors de la discussion, le sujet des rapports existants autorisés au Secrétariat de la CITES par les Groupes de Spécialistes de l'UICN sur le Rhinocéros et TRAFFIC et l'importance de ne pas dupliquer les efforts ont également attiré l'attention du Groupe de travail.

Elaboration et Révision des plans nationaux de gestion des rhinocéros

Un certain nombre d'Etats de l'aire de répartition continuent à faire des progrès avec la révision de leurs plans nationaux.

Suite à l'atelier des parties prenantes tenu à Harare au début de l'année, un projet révisé du plan national en faveur des rhinocéros au Zimbabwe a été élaboré et diffusé pour commentaires. Les réponses reçues ont ensuite été incorporées dans une version révisée du plan qui a été soumis à la haute direction de l'Autorité de gestion des Parcs et de la Faune du Zimbabwe.

Le Kenya a également organisé un atelier pour examiner les progrès accomplis dans la mise en œuvre de son plan quinquennal de gestion précédent et pour mettre à jour le plan pour les cinq années à venir. Un projet de plan a été élaboré qui est actuellement en cours d'examen in-

The SADC Rhino Management Group (RMG), at the request of the South African Minister of the Environment, facilitated a stakeholders workshop to develop a White Rhino Biodiversity Management Plan for the country. A draft plan based on the outputs from the meeting is being compiled, as are the norms and standards for white rhino management. At the behest of the majority of delegates attending the workshop, a resolution was also drawn up for forwarding to the Minister.

The draft revised Botswana national rhino plan that was produced following a stakeholders workshop is still currently undergoing an internal review within the country before its finalisation by the Botswana Department of Wildlife and National Parks.

CAWT Rhino Horn Trafficking Meeting

With funding from the USA and British Governments the Coalition against Wildlife Trafficking (CAWT) held a Rhino-horn Trafficking Workshop from 26 to 27 September in Johannesburg, South Africa. A broad representation from the UK, USA, South Africa (DEA, SANParks, South African law enforcement agencies and National Prosecution Authority), Kenya, Malaysia, Vietnam, Interpol, TRAFFIC, WWF and the AfRSG. No representative from China was able to attend but they sent a PowerPoint presentation. The purpose of the meeting was to identify measures necessary to address the recent rapid increase in pressure on wild rhinos posed by trafficking in their horns, both as a result of poaching and the theft and fraudulent trade in stocks of rhino horn around the world. The meeting sought to identify and prioritise technical scientific funding support to range States and in consumer demand reduction programs by consumer states.

Following a few invited background presentations, the CAWT meeting identified a number of the main problems facing rhinos and drew up a list of recommendations to address these problems. The main conclusions were:

- Rhino horn trafficking is now a serious economic crime, involving organized international criminal syndicates, that has surpassed previous wildlife crime occurrences by its global scale, reach and flexibility. Consequently enforcement responses need serious and co-

terme en vue de ratification et d'adoption en janvier 2012.

Le plan de gestion de la biodiversité du rhinocéros noir d'Afrique du Sud, sous la loi nationale de gestion de l'environnement et de la biodiversité, a été finalisé après une phase de consultation publique. Il est à espérer qu'il sera bientôt officiellement signé par le ministre.

A la demande du Ministre sud-africain de l'Environnement, le Groupe de gestion du Rhinocéros de la SADC a organisé un atelier des parties prenantes pour élaborer un plan de gestion de la biodiversité du rhinocéros blanc pour le pays. Un projet de plan basé sur les contributions de la réunion est en cours de compilation, comme le sont les normes et les standards pour la gestion des rhinocéros blancs. A la demande de la majorité des délégués présents à l'atelier, une résolution à envoyer au Ministre a également été prise.

Le projet du plan national révisé pour le rhinocéros du Botswana qui a été produit suite à un atelier des parties prenantes fait actuellement l'objet d'un examen interne dans le pays avant sa finalisation par le Département de la Faune et des Parcs nationaux du Botswana.

Réunion de la Coalition contre le Trafic de la Faune sur le trafic de la corne de rhinocéros

Grâce à un financement des gouvernements américain et britannique, la Coalition contre le trafic de la faune a tenu un atelier sur le trafic des cornes de rhinocéros du 26 au 27 septembre à Johannesburg, en Afrique du Sud. Il y avait une large représentation provenant du Royaume-Uni, des Etats-Unis, d'Afrique du Sud (DEA, SANParks, les organismes sud-africains d'application de la loi et l'Autorité nationale des poursuites judiciaires), du Kenya, de Malaisie, du Vietnam, d'Interpol, de TRAFFIC, de WWF et du GSRAF. Aucun représentant de la Chine n'a pu y assister, mais ils ont envoyé une présentation PowerPoint. Le but de cette réunion était d'identifier les mesures nécessaires pour contrer l'augmentation rapide et récente de la pression sur les rhinocéros sauvages posée par le trafic de leurs cornes, en raison du braconnage, du vol et du commerce frauduleux des stocks de cornes de rhinocéros dans le monde. La réunion visait à identifier et à prioriser le financement de soutien technique et scientifique pour les états de l'aire de répartition et les programmes de réduction de la demande des consommateurs dans les Etats consommateurs.

Après quelques présentations par des invités, la réunion a identifié un certain nombre de grands problèmes auxquels le rhinocéros est confronté et a ensuite établi une

ordinated actions, with the need for rhino crimes to be elevated internationally.

- Governments need to undertake co-operative global operations to combat rhino horn trafficking and the illegal killing of rhinos, in partnership with international enforcement agencies. This needs well co-ordinated, systematic intelligence sharing and the application of innovative technologies such as building up the RhODIS rhino horn DNA profiling database and using it to check all confiscated rhino horns and poached animals. It was recommended that all countries should ideally contribute samples from confiscated/seized horns and products to increase the value of the database in tracing the movement of horns through the system. Without strong and consistent penalties internationally to act as a major deterrent and a reduction in the current high black market value for horn, rhino crime will continue to flourish. Many countries do not currently have adequate regulations to tackle such a lucrative and escalating wildlife crime wave.
- There is an urgent need to better understand how the illegal market impacts the drivers of demand in order to develop tailor-made solutions that are likely to be successful. This also requires the need for a proactive awareness programme in user countries.
- The need to clamp down on pseudo-hunting of rhinos in South Africa through greater regulation of the registration, identification and verification of hunters with co-operation from their home country authorities.

Worrying trend threatening continued expansion of rhino numbers and range in South Africa

The rapid escalation of poaching in South Africa has coincided with a South African Rand (ZAR) 29,231 (USD 3,720) or 11.7% decline in the average live white rhino sale price (for the three major selling organizations in the country) since 2008 when the escalation in poaching began. This has reduced the market capitalization of existing white rhino by just over half a billion Rand (ZAR 549.4 million or USD 70 million). The escala-

liste de recommandations pour résoudre ces problèmes. Les principales conclusions de l'atelier étaient:

- Le trafic de la corne de rhinocéros est désormais un crime économique grave, impliquant les syndicats criminels internationaux organisés, qui dépasse le nombre précédent de crimes de la faune par son ampleur mondiale, sa portée et sa flexibilité. En conséquence il faut des mesures d'application sérieuses et coordonnées, avec la nécessité d'élever les crimes contre le rhinocéros au niveau international.
- Les gouvernements doivent entreprendre des opérations de coopération mondiale pour lutter contre le trafic de rhinocéros et l'abattage illégal, en partenariat avec les organismes internationaux d'application de la loi. Cela nécessite un partage de renseignements bien coordonné et systématique et l'application de technologies innovatrices telles que la banque de données RhODIS sur le profilage ADN des cornes de rhinocéros et son utilisation pour vérifier toutes les cornes de rhinocéros confisquées et les animaux braconnés. Il a été recommandé que tous les pays contribuent des échantillons de cornes et des produits confisqués/saisis pour augmenter la valeur de la base de données afin de retracer le mouvement des cornes à travers le système. Sans de fortes amendes au niveau international pour agir comme un moyen majeur de dissuasion et réduire la valeur élevée de la corne de rhinocéros sur le marché noir à présent, le crime contre le rhinocéros continuera à prospérer. De nombreux pays ne disposent pas actuellement de règlements adéquats pour s'attaquer à cette vague lucrative et croissante de crime contre la faune.
- Il y a un besoin urgent de mieux comprendre comment le marché illégal influe sur les moteurs de la demande pour développer des solutions sur mesure susceptibles de réussir. Il faut également un programme de sensibilisation proactive dans les pays utilisateurs.
- Il faut enfin réprimer la pseudo-chasse de rhinocéros en Afrique du Sud par le biais d'une meilleure régulation d'enregistrement, d'identification et de vérification des chasseurs avec la coopération des autorités de leurs pays d'origine.

Tendance inquiétante menaçant l'expansion continue du nombre de rhinocéros et d'habitats en Afrique du Sud

L'escalade rapide du braconnage en Afrique du Sud a coïncidé avec un déclin de 11,7% du prix moyen de

tion in poaching has also increased the cost of protecting rhinos, and worryingly an increasing number of private owners (that collectively have added an equivalent of another Kruger National Park (20,000 km²) in area towards rhino conservation) are looking to get rid of their rhinos, as they perceive them as too risky. If this trend continues, it could have significant negative consequences, as the continued expansion of rhino numbers and range in South Africa relies upon the continued sale of surplus animals to the private sector and communities. Conservation agencies, private sector stakeholders and communities have historically benefitted by raising significant revenues from live rhino sales. If fewer homes can be found for surplus rhinos in future, then rhino densities within established populations are likely to increase, ultimately reducing breeding performance and negatively affecting metapopulation performance and overall numbers.

Alternative viewpoints as to how best to reduce illegal trade and poaching

Following the increase in poaching in South Africa, a growing number of people in the private sector and some Government conservation agencies have been calling for the trade in rhino horn to be legalised. Elsewhere, others have argued that the solution may instead lie in: demand reduction attempts and education in consumer countries; redoubling of law enforcement efforts; encouraging range States to unite and enact similar severe penalties to illegal rhino killers across the board; and a continued ban on domestic and international trade in horn. The need for creating possible synergies with pharmaceutical companies has also been suggested.

As we go forward, I suspect that the debate will grow as to how best we can reduce the illegal trade and poaching, whilst creating and maintaining an enabling environment that will foster continued growth in rhino numbers. Indeed this will be a focus of the Rhino Working Group set up by the CITES Standing Committee mentioned above. As rhino conservationists we must look into and evaluate the pros and cons of a range of alternative strategies in order to determine how

vente d'un rhinocéros blanc vivant soit 29.231 rands sud-africains (ZAR) ou (3,720 USD) (pour les trois grandes organisations de vente dans le pays) depuis 2008 quand l'escalade du braconnage a commencé. Cela a réduit la capitalisation boursière des rhinocéros blancs existants par un peu plus d'un demi-milliard de rands (ZAR 549,4 millions ou 70 millions USD). L'escalade du braconnage a également augmenté le coût de la protection des rhinocéros, et ce qui est inquiétant, c'est le nombre croissant de propriétaires privés (collectivement, ils ajoutent l'équivalent d'un autre parc national Kruger (20.000 km²) à la conservation des rhinocéros) qui cherchent à se débarrasser de leurs rhinocéros, car ils les perçoivent comme trop risqués. Si cette tendance se poursuit, cela aura des conséquences négatives importantes, car l'expansion continue du nombre de rhinocéros et d'habitats en Afrique du Sud repose sur la vente continue d'animaux excédentaires au secteur privé et aux communautés. Les organisations de conservation, les intervenants du secteur privé et les communautés ont bénéficié historiquement des recettes significatives provenant de la vente des rhinocéros vivants. Si moins d'habitats sont disponibles pour les rhinocéros excédents à l'avenir, alors la densité de rhinocéros chez les populations établies est susceptible d'augmenter, réduisant à terme la reproduction et affectant négativement la performance de métapopulation et les chiffres globaux.

Points de vue alternatifs sur la meilleure façon de réduire le commerce illégal et le braconnage

Suite à l'augmentation du braconnage en Afrique du Sud, un nombre croissant de gens dans le secteur privé et certains organismes gouvernementaux de conservation demandent à ce que le commerce de la corne de rhinocéros soit légalisé. Ailleurs, d'autres pensent que la solution pourrait plutôt être les tentatives de réduction de la demande et l'éducation dans les pays consommateurs, plus d'efforts d'application de la loi, les incitations aux Etats de l'aire de répartition à s'unir et à promulguer des sanctions qui sont aussi sévères que celles infligées à ceux qui tuent les rhinocéros, et un maintien de l'interdiction sur le commerce intérieur et international en corne. On a également évoqué la nécessité de créer des synergies possibles avec les sociétés pharmaceutiques.

Comme nous avançons, je soupçonne que le débat se développera sur la meilleure façon de réduire le commerce illégal et le braconnage, tout en créant et en maintenant

best we can, in a sustainable way: 1) reduce illegal killing of rhinos; 2) reduce illegal demand for rhino horn (which is driving the poaching); 3) clamp down on pseudo-hunting; and 4) encourage and promote the continued expansion of rhino numbers and their range. I hope all of us share these four goals; it will only be through healthy and informed debate that we can learn from each other and make sound decisions on the best ways to conserve rhinos into the future. As a Specialist Group we will not be taking a formal position or positions on these issues but instead it is hoped that in the months and years ahead our diverse membership can contribute to and foster informed, critical and rational debate on how best we can deal with the poaching challenge facing rhinos across range States in Africa and Asia.

Acknowledgements

As Chair I would again like to extend my appreciation to the dedication and commitment of rhino monitoring staff in all the range States who, despite the difficult times, have continued to forge ahead in protecting and conserving rhinos. I acknowledge the continued support of WWF's African Rhino Programme, US Fish and Wildlife's Rhino and Tiger Conservation Fund, Save the Rhino International and International Rhino Foundation who together are providing partial support for the AfRSG Scientific Officer (Dr Richard Emslie). I also thank the Endangered Wildlife Trust for agreeing to provide financial administrative support for the group. Also thanks to my Deputy-Chair Mr Benson Okita-Ouma for his inputs and insights.

un environnement propice à la croissance continue du nombre de rhinocéros. En effet, ce sera une des priorités du Groupe de travail sur le Rhinocéros mis en place par le Comité permanent de la CITES mentionné ci-dessus. En tant qu'écologistes du rhinocéros, nous devons examiner et évaluer les avantages et les inconvénients d'une gamme de stratégies alternatives afin de déterminer comment nous pouvons, de manière durable 1) réduire l'abattage illicite des rhinocéros, 2) réduire la demande illicite de corne de rhinocéros (qui est le moteur du braconnage), 3) réprimer la pseudo-chasse et 4) encourager et promouvoir l'expansion continue du nombre de rhinocéros et de leur habitat. J'espère que nous partageons tous ces quatre objectifs; ce sera seulement à travers un débat sain et informé que nous pouvons apprendre les uns des autres et prendre des décisions informées sur la meilleure façon de conserver les rhinocéros dans le futur. En tant que groupe de spécialistes nous ne prendrons pas position sur ces questions, mais plutôt il est à espérer que dans les mois et les années à venir la diversité de nos membres peut contribuer à et favoriser un débat informé, critique et rationnel sur la meilleure façon de faire face au défi du braconnage des rhinocéros auquel tous les États de l'aire de répartition sont confrontés en Afrique et en Asie.

Remerciements

En tant que président, je voudrais encore une fois exprimer ma gratitude pour le dévouement et l'engagement du personnel de surveillance des rhinocéros dans tous les États de l'aire de répartition qui, malgré les temps difficiles, continuent à avancer dans la protection et la conservation des rhinocéros. Je reconnais le soutien continu du Programme de WWF pour le Rhinocéros d'Afrique, le Fonds de Conservation du tigre et du rhinocéros du Département de la Pêche et de la Faune des États-Unis, Save the Rhino International et la Fondation Internationale pour le Rhinocéros qui, ensemble, offrent un soutien partiel au chargé scientifique du GSRAf (Dr Richard Emslie). Je remercie également le Fonds pour la Faune menacée d'extinction pour avoir accepté de fournir un soutien administratif et financier au groupe. Merci également à mon Vice-président, Mr. Benson Okita-Ouma, pour ses apports et ses idées.